



Analyse des dynamiques conflictuelles et opportunités pour la consolidation de la paix dans les communes de Bougouni, Garalo, Sikasso et Niena dans la région de Sikasso



Septembre 2023

SOMMAIRE

- I Contexte et justification de l'analyse :**
 - 1.1 Aperçu de la zone de l'analyse**
 - 1.2 Rappel des objectifs de l'analyse**
- II Déroulement de la mission approche méthodologique**
 - 2.1 étapes de préparation**
 - 2.2. Phases de consultations et constats majeurs**
- III. Quelques opportunités pour la consolidation de la paix et la cohésion sociale dans la région**
- IV Difficultés rencontrées au cours de la mission**
- VI Conclusions et recommandations**

I Analyse de contexte :

Les changements climatiques représentent une menace importante au développement économique, social et durable de l'Afrique. Des faits prouvent que le réchauffement du continent africain s'est accentué de manière significative depuis 50 à 100 ans, avec des conséquences sur la santé, le bétail, l'insécurité alimentaire et pour les populations. Plus vulnérable que toute autre région du monde aux changements climatiques, l'Afrique risque d'être durement touchée par la hausse des températures, la réduction des réserves en eau. La perte de biodiversité et la dégradation des écosystèmes, qui ont un impact sur l'agriculture, contribuent à la désertification. Les pays du Sahel en général et le Mali en particulier n'échappent pas à ce fléau.

En plus de ces conditions climatiques compromettantes pour la cohésion sociale, une nette détérioration de la situation a eu lieu ces derniers mois au Mali, du fait de l'activisme des groupes dits « radicaux », non signataires de l'Accord. Le Centre, à l'origine peu exposé au conflit a également « basculé » depuis la mi-2015.

Les populations du Centre et certaines régions du Sud ont-elles aussi été confrontées à une forte dégradation de leurs conditions sécuritaires au cours des six derniers mois. En outre, nous avons assisté à la reprise des hostilités entre des mouvements signataires de l'accord et les forces de défense de sécurité avec une augmentation des incidents ciblant des civils depuis le mois d'août dernier.

Les Principales régions du Nord et du Centre sont toujours l'épicentre des hostilités en occurrence celles de Gao et Ménaka où l'État islamique du Grand Sahara et Jama'a Nusrat ul-Islam wa al-Muslimin entraînent, en plus des atteintes et menaces dont les civils sont victimes, des déplacements massifs de populations. Des éléments extrémistes ont également poursuivi les attaques dans le centre du pays. Des attaques contre les Forces de défense et de sécurité maliennes ont été signalées en janvier et en février dans les régions de Sikasso, Kayes et de Koulikoro.

Selon le dernier rapport du secrétaire Général des nations unies sur la situation au Mali, 230 cas de violence sexuelle ont été enregistrés et le nombre de violations graves commises contre des enfants s'élève à 264. Au même moment, le rapport sur les mouvements des populations a enregistré 412 387 personnes déplacées internes dont 54% sont des femmes et 62% sont des jeunes de moins de 18 ans. A ces chiffres s'ajoute la fermeture de plus de 1829 écoles soit 21 % du nombre total affectant 548 700 enfants en âge d'aller à l'école selon le cluster éducation.

Plusieurs groupes armés sont suspectés d'avoir commis des violations sur des populations civiles en occurrence des femmes et des enfants avec plus de 461 enfants associés aux forces et groupes armés.

Le conflit s'insère dans le cadre plus large de crise sociale, politique et désormais institutionnelle multifactorielle et diplomatique.

La montée en puissance des FAMA pour traquer les groupes extrémistes radicaux constitue d'une part, une avancée dans la lutte contre le terrorisme et d'autres parts, une préoccupation pour la protection des civils dans un contexte de départ de la MINUSMA. L'attaque sur le bateau de la Compagnie Malienne de Navigation avec plus de deux cent victimes civiles, blocus sur la région de

Tombouctou avec interdiction d'approvisionnement des marchés en denrées de premières nécessités, blocus sur boni etc. constituent un changement de paradigme inédit dans le modus operandi des groupes armés. Les régions du sud jusque-là relativement épargnées présentent des dynamiques sociales favorables à l'expansion du conflit.

Dans ce contexte, la volonté des autorités de transition de faire de la région de Sikasso la plaque tournante de l'industrie à travers la propagande autour de découvertes récentes de gisements importants de lithium suscite un grand engouement des flux migratoires et des réseaux de Trafic de tous genre. Sachant que la région de Sikasso revêt des dynamiques conflictuelles perceptibles par endroit et susceptibles d'être renforcées par la situation générale du Pays d'une part, et d'autres parts, sa position géographique transfrontalière. Il est impératif d'anticiper pour comprendre les dynamiques locales conflictuelles et les enjeux majeurs afin de trouver des mécanismes communautaires permettant de contribuer à juguler les foyers de conflits. Comme dit la sagesse africaine : **« tuer le poussin dans l'œuf »**

Conscients que les solutions à la crise malienne doivent être locales et portées par des acteurs de changement dotés du leadership nécessaire pour le promouvoir, l'ONG Actions Intégrées pour le Développement des zones lacustres en abrégé AID ZL mobilise son expertise et les leçons apprises en matière consolidation de la paix pour comprendre les dynamiques conflictuelles dans les zones transfrontalières de la région de Sikasso afin de contribuer à créer les conditions pour y remédier à travers le dialogue et le plaidoyer communautaire.

A cet effet, dans le cadre de ***son initiative citoyenne pour le dialogue et la consolidation de la paix dans la région de Sikasso***, AID- ZL a conduit une mission d'analyse des dynamiques conflictuelles des zones transfrontalières de la région du 18 au 20 septembre 2023.

1.1. Rappel de l'histoire de la zone



La région de Sikasso ou 3^{ème} région administrative du Mali occupe le sud du Territoire national entre le 12° 30' Latitude nord et la frontière ivoirienne d'une part et 8°45' Longitude ouest et la frontière Burkinabé d'autre part. Sa capitale régionale est située à 390 Km de Bamako. Elle est limitée au nord par la région de Ségou au sud par la République de Côte d'Ivoire, à l'ouest par la République de Guinée, à l'est par le Burkina Faso et au nord-ouest par la région de Koulikoro.

- **Superficie en km² (% par rapport au pays) :**

D'une superficie de 71790 km² soit 5,8% du territoire national, la région de Sikasso compte 07 cercles (Sikasso, Bougouni, Kadiolo, Kolondiéba, Koutiala, Yanfolila et Yorosso), 03 communes urbaines (Sikasso, Bougouni, Koutiala), 144 communes rurales et 1831 villages.

- **Population Totale :**

La population de la région de Sikasso est estimée à environ 3 111 520 habitants en 2009, selon les estimations de la DNSI/DRPSIAP de Sikasso.

- **Aspect Démographique :**

La population est majoritairement composée de Sénoufo, Minianka et Bambara. On y trouve d'autres ethnies comme : Dogon, peulh, Bobo Samogo etc...

Système d'exploitation

La région de Sikasso est la région la plus cotonnière de la République du Mali. Le coton et la culture attelée sont à la base d'un véritable développement qui a fait évoluer les systèmes de productions agricoles. Les zones Nord et Centrale sont les plus avancées en matière d'agriculture. Environ 20 à 45% des superficies agricoles sont cultivées en coton et 10 à 30 % consacrées au maïs selon les cercles. Les parties Sud et Ouest ont un système de culture basé sur la combinaison de pratiques traditionnelles et de nouvelles techniques encore mal maîtrisées. De façon générale, la production du système d'exploitation agricole est diversifiée ;

Le mil Sorgho occupe environ 46% des superficies agricoles contre 5 à 25% pour le maïs. De grandes potentialités rizicoles existent au niveau des bas-fonds

Ressource en sol

Le sous-sol de la Région de Sikasso recèle d'importants gisements d'or. Notamment la mine d'or de Kalana (cercle de Yanfolila) celle de Syama (cercle de Kadiolo) et aussi celle de Morila (cercle de Bougouni). A celles-ci il faut ajouter ses potentialités hydroélectriques avec le Barrage de Sélingué sur le Sankarani.

- **Superficie en sec**

La superficie en culture sèche est de : 648.3007 ha.

- **Superficies irriguées**

La superficie en culture irriguée est de 52.456 ha.

- **Forêts**

Le domaine classé de la région comprend 23 forêts classées, il couvre 474 596,44 ha soit 6,61% de la superficie totale de la région. Les forêts font l'objet aujourd'hui d'occupation agricole illicite,

d'exploitation frauduleuse et de passage fréquent des feux de brousse. Tous ces facteurs ont un impact négatif sur la dynamique des peuplements qui les renferment.

Entre autres il y a les forêts classées de Farako, M'Pessoba, Mahou, Zamblara, Zangasso, de Kekoro et Djinétoumania.

Ressources en eau :

L'hydrographie est constituée par des rivières permanentes, qui arrosent la Région.

A l'exception du Sankarani, elles sont toutes des affluents du Bani.

- **Le Bafing :** Constitue une limite naturelle entre les cercles de Koutiala et de Sikasso, avec 76.5km
- **Le Bagoé :** Sert de limite naturelle entre les cercles de Sikasso et de Bougouni, avec 108kms de longueur environs.
- **Le Baoulé :** Est la plus importante rivière du cercle de Bougouni avec 52 km de longueur.
- **Le Sankarani :** Affluent du Niger est la principale rivière du cercle de Yanfolila . Ce dernier a reçu la construction d'un barrage hydroélectrique de Sélingué dont la mise en service a été effectuée en 1981, donne une production de 18 Méga Watts.

Outre ces rivières permanentes, il existe pendant la saison pluvieuse des cours d'eau temporaires à régime torrentiel. Parallèlement à ces cours d'eau il existe dans certains cercles des mares sacrées.

1.2. Rappel des objectifs de la mission :

1.2.1 L'objectif général :

- L'objectif recherché est de consulter les populations des communes transfrontalières de la région de Sikasso sur les dynamiques conflictuelles et les opportunités de consolidation de la paix et la cohésion sociale.

1.2.2. Objectifs spécifiques :

- Recueillir à travers onze (11) focus groupes homogènes et hétérogènes et seize (16) entretiens, l'analyse des communautés par rapport aux dynamiques conflictuelles et les opportunités de consolidation de la paix ;
- Faire le lien entre les nouvelles opportunités économiques (ressources minières, relance des activités de l'usine de thé farako) et les dynamiques conflictuelles existantes ;
- Identifier des leviers communautaires solides en vue de porter le dialogue et le plaidoyer en faveur de la paix et du vivre ensemble ;

II. Déroulement de la mission et approche méthodologique :

- **L'atelier de cadrage des collaborateurs locaux d'AID-ZL venus des communes de Kadiolo, Niena, Garalo, Bougouni, Sikasso et Zegoua**

La première activité dans la région a été la session de cadrage pour orienter les collaborateurs de la région de Sikasso afin de leur présenter d'aboutir à une vision commune des objectifs de la mission et des rôles et responsabilité de chacun en vue d'atteindre les objectifs de la mission.

III. Phase de consultation

3.1. Visite aux autorités

L'équipe a rendu des visites de courtoisie aux autorités traditionnelles, religieuses, communales et administratives pour leur présenter AID-ZL, sa vision, sa mission, ses activités dans la région et les inviter à prendre part aux focus groupes en fonction de leur disponibilité.

Toutes les autorités ont accueilli avec enthousiasme et ont garanti leur adhésion à l'activité surtout du fait qu'on mette au centre les communautés en leur donnant l'opportunité de s'exprimer librement afin de donner leur analyse sur les dynamiques conflictuelles et les opportunités pour la consolidation de la paix.



3.2. La facilitation des focus et entretiens individuels :

Pour gagner du temps et se conformer à la durée de la mission, l'équipe a été partagée en deux, et chacune d'elle a couvert quelques communes. Il est à préciser que tous les focus groupes ont été facilité en langue nationale bambara. Au total onze (11) focus et seize (16) entretiens individuels ont été réalisés dans la région de Sikasso. Toutefois, il faut retenir que les acteurs (focus groupes et entretiens individuels) ont été identifiés sur la base de critères définis en lien avec la légitimité, la représentativité, la connaissance des dynamiques locales et conflictuelles des localités ciblées, engagement et potentiel influenceur pour porter les dynamiques de dialogue en faveur de la consolidation de la paix et du vivre ensemble. Aussi, pour trianguler certaines informations des personnes ressources dotées d'un niveau d'éducation/ Maitrise de la question ont été consultées pour approfondir des points ressortis des focus groupes.

IV. Les constats majeurs

Au terme de la consultation, les constats ci-dessous ont retenu notre attention :

- Le bon accueil de l'initiative par les populations, les autorités traditionnelles, religieuses et administratives ce qui confirme le besoin de dialogue dans la région ;
- La participation des femmes, des jeunes et des personnes vivant avec un handicap, cibles principales de l'initiative a été partout effective et constructive



V. Les dynamiques conflictuelles majeures de la région :

4.1. Gouvernance et foncier :

- ✓ La gestion des champs entre autochtones et allochtones : expropriation des terres des autochtones au profits de allochtones notamment des multinationales ;
- ✓ la gestion de l'espace entre éleveurs et agriculteurs ; -les conflits liés à la zone frontalière ;
- ✓ déni d'accès des femmes à la terre liée à des considérations culturelles ;
- ✓ la partialité des autorités (judiciaires, administratives, traditionnelles et communales) ;
- ✓ la corruption des autorités (judiciaires, traditionnelles, administratives, communales) ;
- ✓ le népotisme dans le choix des AV (associations paysannes, coopératives) pour accéder aux engrais subventionnés ;
- ✓ la manipulation des communautés par des hommes politiques et des témoins et accesseurs de justice ;
- ✓ la lenteur judiciaire par rapport au traitement des litiges fonciers.
- ✓ la réponse tardive des autorités face aux catastrophes dont sont victimes les agriculteurs et les éleveurs ;
- ✓ -le non-respect des engagements dans l'exploitation de parcelles (entre agriculteurs) ;
- ✓ Absence de cadres adéquat de dialogue/déficit de communication entre gouvernants et gouvernés ;
- ✓ la faible connaissance des textes régissant la gestion du foncier notamment la loi d'orientation agricole : faible appropriation des COFO ;
- ✓ Faible application ou réglementation du secteur informel notamment l'orpaillage ;
- ✓ La faible application des dispositions réglementant la compétition autour des ressources naturelles notamment autour des zones d'orpaillage ;
- ✓ Sentiment de discrimination entre les fils du terroir (milieu urbains et rural) ;
- ✓ la non reconnaissance du mérite et dislocation du sentiment patriotique du à l'impunité ;
- ✓ la faible consultation à la base avant l'adoption ou l'application des textes de lois et la conception de projet de développement

4.2. Religieux :

- ✓ les tensions entre les différents courants de l'islam ;
- ✓ Interférence du politique dans le champ religieux et vice-versa ;
- ✓ L'influence des différents courants du moyen orient sur les leaders religieux maliens ;
- ✓ Difficultés liées à la mise en application des textes réglementant le champ religieux notamment les prêches, la construction de mosquées etc.

4.3. Socio-culturels :

- ✓ Partialité des autorités traditionnelles ;
- ✓ la corruption des autorités traditionnelles ;
- ✓ le non recours à nos valeurs sociétales pour la gestion des litiges fonciers ;
- ✓ la déperdition socioculturelle au détriment de valeurs sociétales ;

- ✓ Absence de politique nationale de la culture et de promotion des valeurs sociales ;
 - ✓ L'influence des médias et des nouvelles technologies de l'information sur le processus de socialisation communautaires ;
 - ✓ Abandon des cadres traditionnels de socialisation au profit de la famille nucléaire étroite ;
- Abandon des cadres classiques de dialogue et de conciliation : vestibule, arbre à palabre ou TOGUNA
- ✓ Sentiment de frustration généralisé ;

4.4. Economiques :

- ✓ Ruée des multinationales dans les zones aurifères ;
- ✓ Expropriation des terres par les multinationales au détriment des communautés avec la bénédiction des autorités ;
- ✓ Découpage territorial avec une affectation de ressources à de nouvelles collectivités sans les préparer en amont à adhérer ;

VI. Quelques opportunités pour la consolidation de la paix dans la région

- ✓ Existence de faitières d'organisations professionnelles paysannes bien structurées ;
- ✓ Existence de leviers communautaires encore doté de légitimité et jouissant d'une influence notoire ;
- ✓ Zone dotée d'énormes potentialités économiques avec de bonnes perspectives pour les jeunes et les femmes ;
- ✓ Région peu enclavée ;
- ✓ Région à population principalement rurale avec une bonne prédisposition de leviers de dialogue ;

IV Difficultés rencontrées au cours de la mission :

Comme toute œuvre humaine, la planification de cette mission n'a pas été sans difficultés. Nous insisterons sur les enseignements essentiels afin de nous permettre d'anticiper sur d'éventuelles situations similaires au cours de la mise en œuvre de prochaines activités. A cet effet, nous retenons comme difficultés majeures :

- **Les contraintes liées à l'immensité de la région et la diversité des acteurs :**

Face à cette difficulté, nous avons regroupé les communes par dynamiques socioculturelles et similitudes géographiques. Nous avons également animé des focus groupes homogènes avec les femmes d'une part, et les jeunes d'autres part pour permettre de creuser certaines problématiques.

- **Le faible niveau d'éducation des groupes cibles :**

Pour surmonter cette difficulté nous avons facilité les focus groupes en langue nationale Bambara

- **Le déroulement de la mission en période d'hivernage ou la plupart des acteurs sont occupés aux travaux champêtres :**

Pour relever ces défis, nous avons ajusté le planning en programmant certains focus groupe dans l'après-midi de commun accord avec les participants ciblés.

IV Conclusions et recommandations de la mission :

La région de Sikasso à l'instar des autres régions du Mali est tributaire de problèmes de gouvernance, de justice et d'arbitrage de la compétition autour des ressources. Cependant, la présence de l'état permet jusqu'à là de contenir les tensions et encadrer les potentielles poches de conflits. Toutefois, la situation de déliquescence et la reprise de la violence dans les principales régions du Nord ; l'existence de cellules dormantes de conflits constitue une menace pour la stabilité dans la région. La volonté d'industrialisation et l'exploitation de minerais suscitent un engouement et une ruée de nouveaux acteurs dans la région d'où la nécessité de réfléchir au renforcement des mécanismes communautaires de prévention des conflits en se basant sur les leviers susceptibles de porter le dialogue et le plaidoyer en faveur de la consolidation de la paix et la cohésion sociale. Pour ce faire, les recommandations ci-dessous ont été formulées :

- ✓ Favoriser la mise en place de cadres de concertation et de dialogue périodiques sur les défis liés à la paix ;
- ✓ Identifier des leviers communautaires pour le plaidoyer en faveur de la paix et la cohésion sociale ;
- ✓ Faciliter le dialogue entre services techniques de l'état ; élus, OSCs et leaders communautaires en faveur la paix et la cohésion sociale ;
- ✓ Faciliter l'émergence d'un leadership local notamment les jeunes et les femmes en phase avec les défis liés à la paix : formation les droits humains, sensibilité au conflit, prévention et gestion des conflits etc.
- ✓ Animer des séances de dialogue et de sensibilisation sur les thèmes : climat ; paix et sécurité afin de proposer des solutions pertinentes et relever les défis liés à cette thématique ;
- ✓ Faciliter la mise en place de cadres de concertation pour la gestion concertée des ressources naturelles avec une large participation des femmes et des jeunes ;
- ✓ Initier des campagnes médias en faveur de la paix et la cohésion sociale ;